

COMMENTAIRE SPÉCIAL

Il ne fait plus aucun doute que l'emploi d'armes à sous-munitions provoque d'indicibles souffrances. Si les initiatives pour un instrument international juridiquement contraignant qui régirait l'emploi des armes à sous-munitions ne progressaient pas, ces armes atroces pourraient devenir un problème humanitaire encore plus grave que ne l'était celui des mines antipersonnel.

Le Gouvernement norvégien estime que les armes à sous-munitions violent les Conventions de Genève, qui interdisent les attaques sans discrimination, ainsi que la règle de la juste proportion, autrement dit qu'elles provoquent des dommages excessifs par rapport à l'avantage militaire obtenu. Lors de son discours d'investiture devant le Parlement, le Gouvernement norvégien a donc préconisé une interdiction internationale de l'emploi de ces armes. Nous allons défendre activement l'idée d'une interdiction des types d'armes à sous-munitions qui provoquent d'indicibles souffrances humaines et constituent un obstacle majeur pour le développement.

La société civile, les organisations humanitaires, les parlementaires et des représentants de l'Organisation des Nations Unies attendent des États qu'ils prennent des mesures face à ce problème humanitaire très grave. Ce numéro du *Forum du désarmement* consacré à cette question sort donc au moment opportun.

Il est urgent d'interdire certains types d'armes à sous-munitions pour au moins trois raisons : premièrement, à cause du danger immédiat que posent, pour les civils, ces munitions qui manquent de précision et sont éjectées sur de larges zones ; deuxièmement, à cause de la menace que constituent, à long terme, les sous-munitions non explosées qui restent en très grande quantité après les conflits et qui équivalent de facto à des mines antipersonnel ; et troisièmement, à cause du risque de voir une génération d'armes à sous-munitions « dépassées » et non sophistiquées se retrouver sur le marché mondial – au fur et à mesure que les pays riches obtiendront de meilleures armes, ils pourraient abandonner à d'autres les munitions dont ils disposent aujourd'hui, des armes qui manquent de précision et ont des taux d'échec élevés.

Des milliards d'armes à sous-munitions sont stockées dans le monde aujourd'hui. Elles pourraient provoquer un problème plus grave encore que ne l'était celui des mines terrestres. Chaque année, plus de 400 millions de dollars des États-Unis d'Amérique sont consacrés au déminage humanitaire, et notamment à des mesures visant à limiter les conséquences humanitaires de l'emploi d'armes à sous-munitions. L'adoption d'un instrument international interdisant ces armes avant qu'il ne soit trop tard est le seul moyen d'éviter que les innombrables armes à sous-munitions stockées aujourd'hui ne soient utilisées un jour, et de prévenir l'insurmontable crise humanitaire que cela provoquerait.

Les initiatives prises actuellement au niveau international pour régler l'emploi des armes à sous-munitions n'ont pas porté leurs fruits. Peu de progrès ont été enregistrés depuis que ce problème a été considéré pour la première fois comme une préoccupation internationale, voilà déjà plusieurs années.

Pour sa part, le Gouvernement norvégien a déclaré un moratoire temporaire sur l'utilisation des armes à sous-munitions. La Norvège va rester très impliquée dans les efforts visant à lancer de réelles négociations pour un accord international qui permettrait véritablement d'affronter les problèmes humanitaires immédiats et la crise qui se profile. Nous écouterons les positions des autres États et des organisations humanitaires et internationales. L'urgence est, à juste titre, de plus en plus forte vu les récents événements survenus au Moyen-Orient. Nous devons donc promouvoir une large coopération internationale entre les États et les organisations humanitaires.

Aujourd'hui, aucun acteur sérieux ne préconise une interdiction totale de ce qui peut-être considéré comme des armes à sous-munitions. Nous pensons qu'il doit être possible de concilier ce qui est acceptable d'un point de vue humanitaire et ce qui est militairement nécessaire et politiquement possible afin d'éviter les conséquences humanitaires inadmissibles de l'emploi d'armes à sous-munitions. Nous nous fonderons sur ce principe pour trouver une solution, comme nous le fîmes dans le cadre des travaux qui conduisirent à l'interdiction des mines antipersonnel dans les années 90. Une fois encore, nous devons mobiliser, dans une large campagne, les gouvernements et les organisations proches des personnes concernées.

Nous ne devons pas laisser le manque d'intérêt de certains empêcher des pays (qu'ils soient de petite ou moyenne taille) engager un processus pour nous acquitter des obligations qui nous incombent sur le plan humanitaire. Nous poursuivrons donc nos efforts pour une interdiction internationale des armes à sous-munitions inacceptables. L'heure est venue d'intensifier nos efforts.

Jonas Gahr Støre

Ministre des affaires étrangères de la Norvège